

Le directeur du comité du oui de Matane, un sympathisant séparatiste, a protesté contre ce vidéo qui souligne le courage des jeunes qui disent non à la drogue. Et voilà, le mot est lâché: non à la drogue. Les séparatistes ont fait tellement de pressions que le CLSC a décidé de retirer cette publicité des ondes jusqu'à la fin de la campagne référendaire.

L'obsession et la paranoïa viennent d'avoir raison de l'initiative d'un groupe de jeunes qui avaient décidé de réaliser quelque chose de très valable pour leur communauté. Non à la drogue, c'est pour leur avenir, les jeunes; non à la séparation, c'est aussi pour leur avenir.

* * *

LA DÉMILITARISATION

M. Robert Bertrand (Pontiac—Gatineau—Labelle, Lib.): Monsieur le Président, le chef du PQ et son fidèle lieutenant, le chef du Bloc québécois, ont refusé de condamner la reprise des essais nucléaires français en échange d'un pseudo-engagement de la France de reconnaître un Québec indépendant.

Depuis sa fondation jusqu'à tout récemment, le PQ avait toujours prôné la paix et la démilitarisation. Je vous cite un extrait de son programme politique qui est reproduit depuis 1970: «Le Québec devra se faire reconnaître sur le plan international comme une nation pacifiste en adoptant le principe du rejet du recours à la guerre comme solution aux différends internationaux en favorisant plutôt le désarmement et en s'opposant aux expériences et à l'utilisation d'armes nucléaires et bactériologiques.»

René Lévesque, chef et fondateur du Parti québécois, ne doit sûrement pas être fier de voir à quelles compromissions se livrent ses prétendus héritiers.

* * *

LES DÉPENSES MILITAIRES

M. Jean H. Leroux (Shefford, BQ): Monsieur le Président, en octroyant son contrat de 2 milliards de dollars pour l'achat de nouveaux véhicules blindés à GM, en Ontario, le fédéral démontre une fois de plus le traitement inéquitable qu'il réserve au Québec dans la répartition de ses dépenses militaires.

De plus, on accorde à Chatham, au Nouveau-Brunswick, par-dessus toutes les règles, le contrat de remise à neuf des vieux blindés pour compenser la fermeture de cette base.

À Saint-Jean, par contre, on a réduit les activités de la base et on a fermé le collège. Pourquoi n'a-t-on même pas considéré donner le contrat à la compagnie Oerlikon pour les tourelles des nouveaux blindés? Deux poids, deux mesures.

On comprend mieux maintenant le ministre de la Défense d'avoir déclaré, à propos du Québec, et je cite: «Nous n'avons pas le luxe d'être complètement équitable.» C'est ce que donne le fédéralisme canadien: on crée de l'emploi en Ontario, on y investit en recherche

et développement. Le Québec, lui, hérite des travaux de maintenance sans conséquence.

* * *

[Traduction]

LA JUSTICE

Mme Margaret Bridgman (Surrey—Nord, Réf.): Monsieur le Président, j'attire l'attention de la Chambre sur la nécessité de condamner les repris de justice aux peines qui s'imposent pour les empêcher de victimiser les collectivités.

La mort tragique de Melissa Deley, dans Surrey—Nord, ma circonscription, a tellement horrifié mes électeurs qu'ils sont immédiatement descendus dans les rues de Surrey. C'est avec vigilance et célérité que les forces policières ont poursuivi et arrêté l'homme accusé d'avoir mis un terme à la vie d'une enfant innocente.

Toutefois, mes électeurs ont été horrifiés d'apprendre que l'accusé avait déjà comparu devant un juge qu'un procureur de la Couronne avait supplié de faire incarcérer l'accusé compte tenu de ses antécédents. Il avait attaqué un gardien pendant qu'il était en détention préventive. Au lieu de cela, le juge a condamné l'accusé à payer une amende de 500 \$, puis l'a libéré.

Les parents de Melissa et mes électeurs n'arrivent pas à croire que c'est de cette façon que devrait fonctionner notre système judiciaire. Ils n'arrivent pas à croire que l'État ne peut pas protéger les citoyens respectueux de la loi contre les criminels notoires. Les électeurs de Surrey—Nord réclament des réformes efficaces de la justice criminelle et cela, dès maintenant.

* * *

[Français]

ROBERT CHARLEBOIS

Mme Eleni Bakopanos (Saint-Denis, Lib.): Monsieur le Président, contrairement à ce que le Parti québécois et le Bloc veulent bien laisser croire, tous les artistes du Québec ne sont pas vendus à la séparation. Dans une entrevue reprise par la majorité des grands quotidiens du Québec, le chanteur-brasseur Robert Charlebois manifeste bien peu d'enthousiasme face à la séparation du Québec.

Il déclare, et je le cite: «J'ai peur que ça divise le Québec. Ça va donner de la merde, des gens aigris et jaloux des deux côtés parce que c'est basé sur la haine et la frustration. Ça ne peut pas être grandiose.»

• (1415)

Robert Charlebois préfère, comme la grande majorité de la population, que les gouvernements s'occupent d'emplois et d'économie plutôt que de perdre du temps avec ces batailles stériles.

Pour Robert Charlebois, tout comme pour notre gouvernement, la véritable solution pour le Québec est économique, et je le cite: «Ma façon à moi d'aider le Québec, c'est de faire travailler les gens.»